

## **Compte rendu de l'atelier « Villes durables en Méditerranée » animé par l'AVITEM.**

Animateur : **Bernard VALERO**, Ambassadeur, Directeur du GIP AVITEM.

Intervenants :

**Laure-Agnès CARADEC**, Présidente d'Euroméditerranée

**Corinne VEZZONI**, Architecte

**Agnès RAMPAL**, Présidente de la commission Euro – Méditerranée de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Adjointe au Maire de la Ville de Nice déléguée à Euro – Méditerranée, Présidente – suppléante du Réseau des Villes Euromed et Présidente de l'Avitem.

**José MUNOZ**, Directeur délégué – Suez Environnement

**Amine BENAÏSSA**, Architecte et urbaniste

**Vincent PIVETEAU**, Directeur de l'ENSP

**Jallel BEN AMOR**, Directeur de l'Urbanisme à la Société de Promotion du lac de Tunis

**Sarah MARNIESSE**, Directrice de la Mobilisation, de la Recherche et de l'Innovation à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

**Erion VELIAJ**, Maire de Tirana.

Cet atelier met l'accent sur les défis auxquels sont confrontés les villes et les ports de la Méditerranée. Il a mis en avant les savoir-faire, prototypes et solutions innovantes qui préfigurent les Villes méditerranéennes durables.

Nombres d'actions engagent déjà une dynamique vers une ville plus durable, même si le chemin n'est pas linéaire, nous ne partons pas d'une page blanche.

Responsables de grandes opérations urbaines, opérateurs dans toutes leurs diversités – Etat, collectivités locales, entreprises, chercheurs et organismes d'enseignement secondaire nous montrent la dynamique engagée vers des villes durables. Se pose alors la question d'une plus grande synergie entre les acteurs et un renforcement d'une action autour de la connaissance et des savoir – faire. Forte de leur expertise, de leurs ambitions et de la diversité de leurs métiers, ces personnalités ont partagé leurs réponses aux enjeux et aux défis de la ville méditerranéenne durable, en proposant un positionnement de la Région Provence – Alpes – Côte d'Azur.

Dans le cadre de la manifestation "La Méditerranée du Futur" organisée à Marseille le 21 novembre 2017, l'Avitem a animé un atelier sur les « Villes durables en Méditerranée ». « La construction des villes et des territoires est essentielle pour dessiner la Méditerranée du futur » explique en introduction le directeur de l'Avitem, **Bernard Valéro**. « Les pays méditerranéens abritent 430 millions d'hommes et de femmes, 500 millions demain. Dans cinq à sept ans, le taux d'urbanisation dépassera 80%. Tout autour de la Méditerranée, l'échelle du territoire urbain ne cesse de s'élargir et de s'organiser autour de métropoles portuaires de plus en plus vastes. Tous les indicateurs environnementaux sont au rouge en Méditerranée. Il nous faut donc travailler, et travailler vite pour trouver des solutions ».

La première partie de l'atelier donne un coup de projecteur sur deux projets urbains d'ampleur : le lac de Tunis et Euroméditerranée. **Jallel Ben Amor**, Directeur de l'Urbanisme de la Société de Promotion du lac de Tunis (SPLT), détaille le projet de développement urbain. « Les eaux usées d'une partie de Tunis se déversaient dans le lac. L'État et un groupe d'investisseurs tunisiens ont réalisé l'aménagement des berges, récupérant 500 hectares sur une étendue d'eau devenue propre. L'investissement de 60 millions de dinars (20 M€) a permis de reconstruire un écosystème complet. Nous avons vendu 500 hectares et 550 autres restent à aménager. En 2030, les 10 millions de m<sup>2</sup> construits devraient abriter 135 000 habitants. L'opération d'aménagement a trouvé un équilibre financier ».

L'opération d'intérêt national Euroméditerranée concerne également un périmètre difficile. Il s'agit de donner une seconde vie à des quartiers paupérisés de Marseille. Pour **Laure-Agnès Caradec**, Présidente d'Euroméditerranée, « il s'agit d'un plan Marshall pour réveiller Marseille. Nous avons inventé une ville méditerranéenne durable exemplaire. Nous proposons aux résidents une technologie facile et à bas coûts, de nombreux services, des transports en commun... Cette opération est portée financièrement par l'État, mais aussi par les collectivités. Un euro d'argent public investi génère trois à quatre euros d'investissement privé ».

Architecte-urbaniste, **Corinne Vezzoni**, donne une vision plus globale. « Les villes méditerranéennes possèdent toutes leurs propres caractéristiques, mais également des éléments communs à respecter : la violence des vents et des pluies, le relief accidenté, la chaleur l'été. Nous avons perdu cette capacité de faire avec ce que la nature nous offre et nous impose. Utiliser les matériaux locaux, tenir compte des vents pour orienter les bâtiments, aménager des espaces de vie à l'extérieur.. Cela permet de réaliser des économies d'énergie ».

Cette première partie donne un ton optimiste. Les grandes opérations d'aménagement transforment la ville vers plus de durabilité, sous la double impulsion de la commande politique - les élus sont soucieux de produire une ville moins polluante - et du marché -les citoyens demandent des logements économes en énergie et les entreprises intègrent les nouvelles technologies du développement durable. Pour autant, les modèles de la ville durable ne sont pas stabilisés !

La seconde partie de l'atelier, consacrée aux opérateurs, met en valeur la nécessité de travailler en réseau. « Il faut redonner le pouvoir à l'échelon local » estime **Agnès Rampal**. « Après les printemps arabes, le Réseau des Villes Euromed a vécu une période de sommeil. Le maire de Nice a souhaité le réactiver. Il permet à 150 villes méditerranéennes d'échanger, de répondre en commun à des appels à projets européens, de créer les conditions pour se projeter ensemble dans une Méditerranée du futur ».

Des propos repris par le maire albanais de Tirana, **Erion Veliaj**. « Nous pouvons agir à notre niveau, faire avancer les choses. Nous avons créé une zone métropolitaine qui regroupe plus de vingt communes. Cela nous permet de répondre aux changements profonds qui bouleversent notre pays. Nous avons créé des zones piétonnes, développé la location de vélos, taxé les sacs en plastique. Cela prouve qu'au niveau local, avec de petits budgets, nous pouvons agir si nous travaillons ensemble ».

Le secteur privé a lui aussi un rôle à jouer dans la construction des villes méditerranéennes du futur. « Un grand groupe a besoin de volonté politique, citoyenne, pour préfigurer les besoins de demain en matière de développement urbain » explique **José Munoz**, Directeur délégué Euro-méditerranée à Suez Environnement. « Les entreprises ont fait de la Méditerranée une poubelle. Elles doivent maintenant participer à la défense de l'environnement. Suez Environnement travaille dans pratiquement tous les pays méditerranéens. Pour avancer, nous avons besoin d'interlocuteurs publics et privés efficaces ».

Efficaces et donc formés, compétents. **Vincent Piveteau**, Directeur de l'ENSP, membre de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires. « L'IMVT a une prodigieuse ambition : créer un incubateur de concepteurs d'espaces urbains de qualité. Nous proposons une pédagogie du projet en partage, afin que la société civile puisse devenir un acteur essentiel. Nous rassemblons une force de frappe importante avec plus de 1400 étudiants, 350 enseignants et chercheurs. La Méditerranée a influencé beaucoup d'urbanistes, de paysagistes. Cela a ancré notre travail et créé une interdisciplinarité essentielle pour bâtir les villes méditerranéennes durables ».

**Sarah Marniesse**, directrice du département de mobilisation de la recherche et de l'innovation à l'IRD (Institut de Recherche et de Développement), voit dans la recherche un outil indispensable pour « trouver les solutions aux questions de développement durable. Nous devons inventer ensemble notre futur, nous projeter, en associant et en accompagnant les habitants car le savoir académique ne peut résoudre les problèmes à lui tout seul. Nous travaillons beaucoup pour ouvrir nos laboratoires, associer la société civile à nos travaux, pour créer une porosité d'acteurs ». En outre, pour être durable, la ville méditerranéenne doit trouver une urbanité contemporaine, qui pose la nécessité de dialogue entre chercheurs et concepteurs de la ville

L'architecte urbaniste **Amine Benaïssa** accompagne l'Avitem dans la création de l'Institut des Hautes Études Urbaines et Territoriales en Méditerranée. Il considère la Méditerranée « dans une position marginale. Pour lui redonner sa centralité, il faut la doter de projets, développer le partage des savoir-faire en partant des territoires. Les ateliers métropolitains de l'Avitem répondent à ce besoin ». Ils s'adressent à des auditeurs de haut niveau publics et privés. « Les ateliers permettent de répondre à des questions essentielles » poursuit **Amine Benaïssa**. « Comment transformer une ville en faisant en sorte qu'elle reste elle-même ? Comment

concilier cohésion et attractivité ? Comment assurer l'équilibre entre développement et durabilité ? ».

Les différents intervenants construisent collectivement un propos sur le besoin d'organiser un écosystème de la ville durable méditerranéenne. La ville du futur ne se fera pas que par des infrastructures, le soft sera une composante essentielle pour imaginer cette ville agile, résiliente et aimable avec ses populations. Dès lors se pose la perspective d'une coopération renforcée entre acteurs de la recherche, de la formation et de la production de la ville. La fabrique méditerranéenne de la ville durable pourrait être ce lieu d'assemblage des initiatives, de coalitions d'acteurs et in-fine d'accélération de la ville durable.